



17.008

Aussenwirtschaftspolitik.**Bericht 2016****Politique économique extérieure.****Rapport 2016***Erstrat – Premier Conseil*

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 06.03.17 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.03.17 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 17.03.17 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 17.03.17 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Levrat Christian (S, FR), pour la commission: Le rapport sur la politique économique extérieure fournit des renseignements détaillés sur divers chapitres importants de la politique économique extérieure de la Suisse. Je vais essayer de m'exprimer de façon synthétique et de m'arrêter sur les points les plus importants. Comme le président du conseil vient de le rappeler, nous débattons en outre de quatre projets d'arrêtés fédéraux que la commission vous invite à adopter: l'arrêté fédéral portant approbation de l'accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et les Philippines, l'arrêté fédéral portant approbation de l'accord de commerce entre la Confédération suisse et la République islamique d'Iran, l'arrêté fédéral portant approbation de la déclaration ministérielle sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information (ATI II) et des modifications de la Liste LIX-Suisse-Liechtenstein et l'arrêté fédéral portant approbation de mesures touchant le tarif des douanes.

L'année 2016 a été marquée par une situation économique stable. Notre économie récupère du choc monétaire, de la crise du franc fort. Le marché du travail s'est révélé solide mais sans grande dynamique positive. Le bilan des branches économiques est contrasté, avec l'industrie pharmaceutique et la microélectronique qui se portent bien. L'industrie des machines, celle du métal et l'horlogerie, pour des motifs divers, sont dans une situation plus délicate. Le groupe d'experts de la Confédération prévoit une croissance de 1,8 pour cent pour 2017 et un taux de chômage de 3,3 pour cent. La commission s'est entretenue de la pertinence de ces prévisions mais sans parvenir à une conclusion.

Le rapport dont nous parlons retient les thèmes principaux suivants: la numérisation et la mondialisation.

En matière de numérisation, les auteurs du rapport relèvent que, pour l'essentiel, la Suisse est bien positionnée face aux défis qui l'attendent, en raison de l'importance accordée à la formation duale et au marché ouvert vers lequel l'économie s'oriente.

Cette digitalisation est le fruit des progrès technologiques. Elle va entraîner l'ouverture de nouvelles opportunités, de nouvelles possibilités d'emplois. Mais elle implique aussi une réforme structurelle de notre économie, une modification des processus de production, des modèles d'affaires, et, partant, la disparition d'emplois.

Le rapport retient que cette digitalisation va renforcer la globalisation des échanges, et que si les échanges de marchandises ou de services ont été confrontés à une croissance ralentie au cours de l'année écoulée et le seront, peut-être, au cours des années à venir – je m'y arrêterai dans un instant –, le trafic des données, par contre, a explosé au cours des dernières années avec un transfert de données entre Etats qui est aujourd'hui 45 fois plus important que ce qu'il était en 2005. Pour les cinq ans qui viennent, le rapport retient une évolution de ce trafic de données qui serait neuf fois plus important que ce qu'il est aujourd'hui, donc une évolution exponentielle et un dynamisme extrême sous l'effet de cette révolution technologique et de la digitalisation de notre économie.

On devrait par conséquent s'attendre à ce que cette digitalisation joue un rôle d'accélérateur dans la globalisation. Paradoxalement, nous sommes confrontés – le rapport le retient – à un ralentissement de la croissance de la globalisation, avec l'émergence de tendances protectionnistes beaucoup plus marquées. C'est le cas aux Etats-Unis, dans un premier temps, avec les décisions sur les traités commerciaux de la nouvelle administration – on peut penser au retrait du traité de partenariat transpacifique, le TPP, ainsi qu'aux doutes importants



qui ont émergé au cours de l'automne quant aux progrès susceptibles d'être atteints dans la négociation du traité de libre-échange transatlantique, le TTIP. Donc, c'est une politique commerciale qui prend des contours protectionnistes aux Etats-Unis, une politique fiscale qui, elle aussi, devrait nous inquiéter – peut-être d'ailleurs plus que cela a été le cas jusqu'à présent – si les Etats-Unis érigeaient un système fiscal qui, en résumé, reviendrait à prélever une taxe de 20 pour cent sur les montants importés et à subventionner légèrement les exportations. Il y a de quoi se faire du souci pour l'ordre commercial mondial que nous connaissons aujourd'hui. Mais peut-être que mon successeur, lors du rapport de politique économique extérieure en 2018, aura un ton plus alarmiste que le mien.

Cela dit, il serait erroné, et le rapport le relève de manière très pertinente, de ne retenir que des tendances protectionnistes

AB 2017 S 86 / BO 2017 E 86

aux Etats-Unis. Ces tendances protectionnistes ont lieu en Europe également, en Suisse en particulier.

Le rapport, et c'est peut-être intéressant, tire un bilan assez sombre de l'opinion publique sur le libre-échange. Il parle de critiques envers la mondialisation en général et les accords de libre-échange en particulier, de craintes que la démocratie, les standards sociaux, les normes de travail, la protection de l'environnement soient sacrifiées, de rejet de la privatisation de l'offre de services publics, du coût élevé que pourraient occasionner pour les contribuables les tribunaux arbitraux internationaux, etc. Il s'agit donc d'un véritable réquisitoire qui est repris dans ce rapport, un réquisitoire auquel nous devons trouver des réponses politiques, faute de quoi le libre-échange tel que nous le connaissons pourrait être remis en question.

Et ce n'est pas un reproche, mais un constat, les réponses politiques sont extrêmement hasardeuses. Le rapport lui-même ne contient que peu d'indications dans ce domaine. La commission, lorsqu'elle a examiné ce rapport et s'est posé la question des réponses à y apporter, a dû le faire en l'absence de notre conseiller fédéral en charge de l'économie et en l'absence également de la secrétaire d'Etat, Madame Ineichen-Fleisch, qui était malade ce jour-là, et il n'a donc pas été possible de mener cette discussion à son terme. Disons simplement que le renvoi aux dispositions d'arbitrage contenues dans l'Accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Canada, telle que la possibilité d'instaurer une cour d'arbitrage permanente pour les conflits commerciaux, ou la possibilité d'une procédure en appel, pourrait contribuer à donner un peu de transparence à ces procédures d'arbitrage, mais ces nouveautés ne constituent évidemment pas une réponse aux critiques qui sont adressées aujourd'hui par le public au libre-échange. Il faut poursuivre l'effort pédagogique et politique pour y arriver.

La situation pour la Suisse en matière de libre-échange et d'accords de libre-échange est un peu plus difficile que par le passé. Nous avons réussi à conclure des accords avec les Philippines – nous en parlerons – et la Géorgie. Nous sommes en négociation avec, notamment, la Malaisie, l'Inde, après une longue pause et des négociations difficiles, si j'ai bien compris, et l'Indonésie. Nous avons décidé d'ouvrir des négociations avec le Mercosur. Des négociations sont en cours avec l'Equateur, et nous révisons l'accord de libre-échange que nous avons avec le Mexique. Mais le rapport dont nous parlons souligne à juste titre que nous sommes handicapés par notre politique agricole, et que la plupart des Etats avec lesquels nous traitons exigent aujourd'hui des réformes en matière agricole.

J'aimerais conclure cette présentation du rapport par ce qui me soucie, à savoir que les politiques protectionnistes auxquelles on assiste sur le plan commercial, sur le plan fiscal, et les critiques publiques des accords de libre-échange touchent la Suisse de manière très particulière. On peut considérer que les Etats-Unis trouvent un intérêt à mener une politique protectionniste; je pense que c'est une erreur, mais c'est un cas qui est défendable. On peut considérer que l'Union européenne, avec 500 millions de consommateurs, peut trouver un intérêt à adopter certaines mesures protectionnistes; je pense, là aussi, que c'est une erreur, mais cela me paraît être un cas défendable politiquement. Mais la Suisse, avec 8 millions de consommateurs et un franc sur deux gagné à l'étranger, doit considérer que la montée du protectionnisme l'expose à un péril important, et je ne saurais trop appeler le Conseil fédéral et nous tous à un effort pédagogique pour exposer l'importance du libre-échange et les dangers d'une montée des protectionnismes dans notre pays.

Voilà pour la présentation du rapport. Si je vous ai bien compris, Monsieur le président, vous souhaitez que j'enchaîne immédiatement avec les quatre arrêtés fédéraux sur lesquels nous sommes appelés à nous prononcer. La commission les a examinés, aucun d'eux ne fait l'objet de proposition, de minorité. Je vais donc être assez bref.

Premièrement, l'accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et les Philippines. Les Philippines figurent au sixième rang des partenaires commerciaux de la Suisse en Asie du Sud-Est. En 2015, les exportations de la Suisse s'y sont élevées à 311 millions de francs, portant pour l'essentiel sur des produits pharmaceutiques,



des machines, des montres et des produits agricoles. Les importations en provenance des Philippines se sont montées à 376 millions de francs, leur volume a donc été légèrement plus élevé que celui des exportations. Elles ont concerné des métaux et des pierres précieuses, des machines ainsi que des instruments d'optique et médicaux. Le stock d'investissements directs suisses aux Philippines s'élevait, en 2014, à 1,1 milliard de francs. Soixante entreprises suisses y sont engagées, lesquelles emploient 11 700 personnes, pour l'essentiel dans le secteur des services.

L'accord de libre-échange que nous vous soumettons améliore l'accès des biens et des services suisses au marché des Philippines. Ce marché offre un potentiel de croissance important, facilite les échanges commerciaux, renforce la protection de la propriété intellectuelle, améliore de manière générale la sécurité du droit pour les échanges économiques, contribue au développement durable et permet à la Suisse d'éviter ou d'éliminer d'éventuelles discriminations par rapport à ses principaux concurrents. Il faut savoir, à ce titre, que les Philippines et l'Union européenne sont en train de négocier un accord de libre-échange. Il y a donc à la fois un intérêt offensif pour la Suisse à conclure cet accord de libre-échange, mais également un intérêt défensif à le faire, de manière à éviter des discriminations qui pourraient nous frapper.

S'agissant des droits environnementaux et sociaux, l'accord avec les Philippines fait partie de la dernière génération de conventions d'accords de libre-échange, il correspond donc à un standard positif.

Le deuxième projet que je suis amené à vous présenter ne concerne pas un accord de libre-échange, mais un accord de commerce entre la Confédération suisse et la République islamique d'Iran. Il s'agit d'un accord un peu particulier dans la mesure où, s'il a été négocié et signé en 2005, la crise du nucléaire iranien et les sanctions qui en ont découlé ont suspendu le processus de ratification de l'accord. Dès lors, ce n'est qu'en janvier 2016, suite à l'accord sur le nucléaire iranien et à la visite à Téhéran du président de la Confédération de l'époque, Monsieur le conseiller fédéral Schneider-Ammann, qu'il a été convenu d'une feuille de route impliquant le renforcement des liens bilatéraux entre la Suisse et l'Iran.

Avec l'Iran, nous avons déjà un accord contre les doubles impositions, un accord de protection des investissements. Cet accord de commerce a pour but de permettre de compenser partiellement le fait que l'Iran n'est pas membre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et qu'à très court terme il sera difficile pour ce pays d'y adhérer. Il facilite les échanges mais sans aller aussi loin qu'un accord de libre-échange. Il s'agit d'une étape intermédiaire – je pense qu'il faut considérer cet accord de cette manière –, visant à intégrer l'Iran dans le commerce international. C'est une étape intermédiaire, parce que cet accord ne contient aucune des dispositions dont j'ai parlé à propos des Philippines en matière sociale et environnementale et, parce qu'il laisse subsister un certain nombre d'obstacles au commerce qu'il serait possible de supprimer dans le cadre d'un accord de libre-échange; mais c'est de la musique d'avenir. Voilà donc ce deuxième accord et le deuxième arrêté fédéral présenté.

J'en viens au projet 3, l'arrêté fédéral portant approbation de la déclaration ministérielle sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information (ATI II) et des modifications de la Liste LIX-Suisse-Liechtenstein dans le domaine des produits des technologies de l'information. Ce qu'il faut retenir de cet objet –, je ne vais pas vous ennuyer très longtemps – c'est qu'en 1996 une déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information (ATI I) a été adoptée lors de la Conférence ministérielle de Singapour et est entrée en vigueur en 1997. Les obligations qui découlent de cette déclaration sont reflétées et contenues dans la liste de concessions OMC de chaque participant. Cette liste – pour la Suisse, la Liste LIX-Suisse-Liechtenstein – est annexée au GATT 1994. L'ATI I contient une disposition qui prévoit une révision périodique de la

AB 2017 S 87 / BO 2017 E 87

couverture des produits. C'est assez évident, s'agissant de produits qui connaissent une évolution technologique assez rapide. En mai 2012, un groupe de membres de l'OMC a lancé des négociations sur un élargissement de la couverture des produits visés par l'ATI I.

Le résultat de ces négociations, c'est la liste ATI II, qui contient 201 produits pour lesquels les droits de douane seront éliminés. Ces 201 produits figurent dans l'appendice et les annexes à l'accord que vous pouvez consulter dans le document qui vous a été remis. Voilà ce qu'il convenait de dire concernant ce troisième arrêté, soit la déclaration du Conseil des ministres.

Le quatrième et dernier point – ce sera beaucoup plus bref – concerne les mesures tarifaires prises en 2016. Le Conseil fédéral doit nous faire un rapport, au terme de l'exercice, sur les mesures tarifaires prises durant l'année écoulée. Le Parlement a la possibilité d'objecter à l'une ou l'autre de ces mesures, ce que la commission ne souhaite pas faire. Il y a trois points particuliers. D'abord ATI II, nous en avons parlé, qui a été mis en oeuvre au 1er janvier 2017 de manière rétroactive. Ensuite, différents contingents dans le domaine agricole,



par exemple pour les pommes de terre ou les céréales panifiables, qui ont été augmentés. Enfin, la déclaration du Conseil fédéral, à la suite de la Conférence des ministres de l'OMC à Nairobi, qui renonce à appliquer la loi chocolatière pour des exportations vers les pays les moins développés, à compter du 1er avril 2016, conformément à ce que la commission avait décidé. Ce sont là les points principaux de ce dernier rapport. Nous vous proposons donc de prendre acte des deux rapports et d'approuver les conventions avec les Philippines, l'Iran et la déclaration de l'Assemblée des ministres de l'OMC.

Müller Damian (RL, LU): Im Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik 2016 wurde ein Schwerpunkt gewählt, der unsere volle Aufmerksamkeit verlangt. Die Schweiz hat bisher wie wohl kaum ein anderer Staat von der Globalisierung und der Digitalisierung profitiert. Der digitale Umbruch im Welthandel bietet meines Erachtens für unsere exportorientierte Wirtschaft deutlich mehr Chancen als Risiken, vorausgesetzt natürlich, dass wir mit Fantasie, Mut und Visionen die richtigen Voraussetzungen schaffen, um diese Chancen zu nutzen. Meine Vision ist, dass die Schweiz zu einem global führenden digitalen Innovationspark wird, der Arbeitsplätze, Einkommen und Wohlstand sichert.

Bezüglich der Aussenwirtschaftspolitik zeigt der Bericht anschaulich auf, dass sich die weltwirtschaftlichen Rahmenbedingungen noch nicht in solidem Zustand präsentieren und die Aussichten weiterhin unsicher bleiben. Für die Schweizer Exportwirtschaft, in der namentlich die Maschinenbau- und die Metallindustrie, aber auch der Tourismus nach wie vor besonders unter Druck sind, ist die Weiterführung der bilateralen Beziehungen mit der EU entscheidend, wie dies auch der Bundesrat in seinen Zielen für das Jahr 2017 anerkennt. Unsere Volkswirtschaft ist derart stark mit dem europäischen Binnenmarkt verflochten, dass die Bewahrung des Zugangs zu diesem Binnenmarkt für jeden, dem unser Wohlstand ein Anliegen ist, Priorität haben muss. Angesichts des nach wie vor geringen Wachstums im Euroraum und der Probleme, in denen sich zahlreiche Euroländer befinden, erachte ich aber den zweiten Fokus des Bundesrates für besonders wichtig: die Sicherung und den Ausbau des Zugangs zu internationalen Märkten für die Schweizer Wirtschaft. Die vergangenen Jahre haben uns vor Augen geführt, dass, wie das Beispiel Indien zeigt, Verhandlungen über Freihandelsabkommen mit aussereuropäischen Staaten schwierig sein können. Indien ist ein Markt mit atemberaubendem Potenzial. Das Land ist aber ein schwieriger Verhandlungspartner, namentlich in den Bereichen Schutz des geistigen Eigentums und Datenschutz. Hinsichtlich der indischen Bürokratie wäre die Schweiz nicht der erste Verhandlungspartner für ein Freihandelsabkommen, der sich an Indien die Zähne ausbeissen würde. Wenn der Bundesrat nun schreibt, man hoffe auf einen Abschluss des Freihandelsabkommens mit Indien noch in diesem Jahr, so ist dies natürlich wünschenswert, doch ist eine gewisse Skepsis wohl angebracht, dies auch deshalb, weil es in Indien verschiedene Widerstände gegenüber solchen Abkommen gibt.

Die Schuld für das Stocken oder Scheitern von Freihandelsabkommen alleine den Verhandlungspartnern in die Schuhe zu schieben würde der Realität jedoch nicht gerecht. Auch in der Schweiz existieren bekanntlich Vorbehalte gegenüber dem Freihandel, vor allem in der Landwirtschaft. Der Bericht verweist daher zu Recht auf die Schwierigkeiten bei Verhandlungen über neue Freihandelsabkommen, die sich für die Schweiz aufgrund ihrer geringen Flexibilität im Agrarbereich ergeben. Gewichtige Partnerstaaten, die oft auch relevante Agrarexporteure sind, wollen ein ähnlich hohes Marktzugangsniveau im Agrarbereich, wie ihnen dies die EU, die USA oder aber auch Japan bieten.

Es liegt also an uns, die Rahmenbedingungen zu setzen, damit die Schweiz im Agrarbereich für Freihandelspartner attraktiver wird. Unserer Exportwirtschaft und unserem Wohlstand schaden die sogenannten defensiven Interessen unserer Landwirtschaft. Hier gilt es, aus der Vergangenheit Lehren zu ziehen und mit strategischer Weitsicht in die Zukunft zu blicken. Das Ziel des Bundesrates, der Schweizer Wirtschaft Zugang zu internationalen Märkten zu verschaffen, unterstütze ich vorbehaltlos. Um dieses Ziel zu erreichen, braucht es allerdings auch innenpolitisch die richtigen Bedingungen. Auch die Schweizer Agrarwirtschaft hat im Interesse unserer Exportwirtschaft und unseres Wohlstands ihren Beitrag zu leisten. Vielleicht hat uns der Bundesrat in diesem Zusammenhang noch den einen oder anderen, wie er so schön sagt, Bindestrich mitzuteilen.

Ich danke Herrn Bundesrat Schneider-Ammann und seinen Mitarbeitenden für den detaillierten Bericht, der auch offen auf Schwierigkeiten und Herausforderungen hinweist, die dringend angegangen werden müssen.

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Lassen Sie mich mit der Feststellung beginnen, dass wir am Ende des Jahres 2016 quasi vollbeschäftigt gewesen sind. Das ist eine ausserordentliche Situation, eine gute Situation. Im europäischen Umfeld ist sie in vergleichbarem Ausmass nicht realisierbar. Dafür gilt es Sorge zu tragen.

Wenn ich einen Blick in die Zukunft werfe, bevor ich auf den Bericht zurückkomme, möchte ich nur die folgende Feststellung machen: Wir sind in den nächsten Monaten und Jahren mindestens mit vier gewaltigen



Herausforderungen konfrontiert. Sie heissen Digitalisierung, sie wurde bereits angesprochen, Protektionismus – er kommt neu aus den Vereinigten Staaten –, dann haben wir das Problem der Demografie, mit der das Problem der Konsequenzen für die Fachkräfte verbunden ist, und last, but not least, wenn ich nur diese vier Herausforderungen aufzählen will, kommen noch die politischen Unsicherheiten auf unserem Kontinent hinzu. Wir werden gefordert sein. Wir haben alle Chancen, mit diesen Herausforderungen gut umgehen zu können, besser umgehen zu können als Länder, Standorte mit weniger vorteilhaften Rahmenbedingungen. Es wird uns aber fordern, und es muss unsere Zielsetzung bleiben – ich betone das –, dass wir weiterhin allen eine Perspektive geben können, möglichst allen einen Job zur Verfügung halten können, mindestens einen Job in einer Lehre, einer Erstausbildung. Das muss uns unbedingt gelingen. Damit ist abgesteckt, was unser Programm in den kommenden Monaten in etwa enthalten muss.

Damit bin ich beim Jahr 2016. Ständerat Levrat hat vieles gesagt, es wurde eigentlich alles gesagt. Das Jahr 2016 haben wir als einigermaßen stabilisiert betrachtet. Wir haben die Euromindestkurs-Problematik etwas hinter uns gelassen. Wir haben im Arbeitsmarkt eine etwas schleppende Dynamik, aber doch immerhin eine Dynamik, und wir meinen damit, dass wir die Talsohle durchschritten haben sollten.

Der "Tolgg" im Reinheft – ich sage das aus aktuellem Anlass; wir wissen das erst seit wenigen Tagen -: Das vierte Quartal hat nicht das Wachstum gebracht, das wir erwartet hatten. Damit ist auch das Gesamtwachstum 2016 nicht dort, wo man es erwartet hat. Es ist wichtig zu wissen, dass die Abweichung im vierten Quartal aus der Spitzenbranche kam, nämlich aus der Chemie- und der Pharmaindustrie. Ich lege Wert darauf, dass wir dieses Ergebnis nicht als

AB 2017 S 88 / BO 2017 E 88

Vorboten einer negativen Trendwende betrachten, dass wir es vielmehr als ein schwaches Quartal, ein Quartal mit noch einem gewissen Nachbeben zum Frankenschock verstehen und es damit der Vergangenheit zurechnen.

Ich habe damit die Pharmaindustrie erwähnt, zu erwähnen sind auch die Mikrotechnik, die Mikroelektronik. Das sind die Branchen, die unsere Volkswirtschaft im Wesentlichen positiv bestimmt haben. Etwas mehr Sorgen haben mir die Maschinen- und die Metallindustrie gemacht, und das wird auch weiterhin, noch eine Weile so bleiben.

Wegen der verschiedenen Unsicherheiten ist die Entwicklung der Weltwirtschaft fragil, und der Druck auf den Schweizerfranken bleibt bestehen. Der Druck auf den Schweizerfranken war in den letzten Tagen nicht unbeträchtlich.

Unsere Expertengruppe des Bundes geht von einem BIP-Wachstum für die Jahre 2017/18 aus. Für den Bundesrat ist die Stärkung der langfristigen Rahmenbedingungen für unsere Wirtschaft natürlich von zentraler Bedeutung.

Etwas, was jetzt die Vertreterinnen und Vertreter Ihres Rates noch nicht gesagt haben und was ich deshalb ganz besonders betonen will, ist das Thema Kosten. Wir sind ein teurer Standort. Wir sind ein bestens organisierter Standort, das geht nicht ganz zum Nulltarif. Wir tun gut daran, wenn wir uns auch auf die Kostensenkung konzentrieren, wenn wir uns administrativ entlasten. Das darf nicht einfach ein Lippenbekenntnis sein, sondern dem müssen dann tatsächlich auch entsprechende Handlungen folgen.

Das Schwerpunktthema wurde angesprochen. Einerseits geht es um die Globalisierung, andererseits um die Digitalisierung. Es wurde auch richtigerweise gesagt, dass wir meinen, zum Bestehen dieser Herausforderungen in einer günstigen Ausgangslage zu sein. Weshalb? Weil wir ein praxisnahes Bildungswesen kennen, weil wir ein offenes Bildungswesen kennen, weil wir eine Offen-Markt-Politik leben. Das sind gute Voraussetzungen, um die Herausforderungen annehmen zu können.

Unbestreitbar ist, dass die Digitalisierung alle Branchen erreicht. Sie wird die Integration der Märkte und damit die Globalisierung in den nächsten Jahren weiter vorantreiben. Noch einmal: Für die Schweiz ist das eine Chance, selbstverständlich auch eine Herausforderung. Ich mache meinerseits eine Bemerkung zur Landwirtschaft. Ich habe am Samstag in Paris an der grossen Landwirtschaftsmesse von Frankreich eine Nase voll mitgenommen, und zwar positiv. Ich habe dort gesehen, wie die französische Landwirtschaft mit der Digitalisierung umgeht, wie sie sich der Digitalisierung stellt, auf diesem Wege effizient wird, auf diesem Wege produktiver wird und sich damit für das Bestehen der Herausforderungen der Zukunft besser rüstet. Davon können wir lernen. Also, auch die Landwirtschaft hat ihre Chancen. Das wollte ich damit sagen.

Es wird in diesem Digitalisierungszeitalter neue Jobs geben. Es wird neue Geschäftsmodelle geben, und es werden ganze Wertschöpfungsketten verschwinden. Es werden einzelne Berufe nicht mehr dazugehören. Herr Levrat hat richtigerweise gesagt, dass wir es mit einer riesigen Datenmenge zu tun haben, die wir beherrschen müssen. Es ist die 45-fache Datenmenge, mit der wir uns abgeben, verglichen mit dem Jahr 2005. Es wurde



auch richtig gesagt, dass wir für die kommenden fünf Jahre ein Wachstum um den Faktor 9 erwarten. Also, das ist nicht nichts.

Digitale Daten werden wie Waren produziert, sie werden wie Waren verarbeitet, sie werden wie Waren gehandelt, und sie werden damit zu einem zentralen Wirtschaftsfaktor. Daten und deren Nutzung als Voraussetzung für Innovation und Wettbewerbsfähigkeit stehen damit im Übermass zur Verfügung, und es wird die Kunst sein, das Richtige auszuwählen, auf das Richtige zu fokussieren, die Bildung und auch die Basisbildung auf das Richtige auszurichten. Wir sind intensiv mit diesen Fragen beschäftigt.

Die Globalisierung – noch einmal – ist für uns eine Chance. Wir sind ein auf Export ausgerichtetes Land, wir sind eine auf Export ausgerichtete Volkswirtschaft; jeder zweite Franken wird in der Internationalität verdient. Wir haben uns auf dieser Basis in die Zukunft zu bewegen und sind natürlich sehr stark davon abhängig, dass die Märkte offen bleiben und dass der Protektionismus nicht überhandnimmt; gewisse Sorgen dazu sind am Platz. Es geht um die Verbesserung der Marktzugangsbedingungen. Die Schweiz verfügt – es ist schon gesagt worden – über ein grosses Netz von Freihandelsabkommen; 38 Länder haben mit uns Freihandelsverträge vereinbart. Ich verhehle Ihnen aber nicht, dass die Aushandlung von Freihandelsabkommen schwieriger geworden ist. Es ist schwieriger geworden, weil die Gegenseite anspruchsvoller wird; es ist schwieriger geworden, weil die landwirtschaftlichen Fragen gewichtiger werden und für uns schwieriger zu lösen sind als in der Vergangenheit. Ich möchte die Freihandelsabkommen nicht alle einzeln aufzählen. Ich bleibe optimistisch, wenn es um das Freihandelsabkommen mit Indien geht, das im Efta-Kontext verhandelt wird. Wir sind seit neun Jahren am Verhandeln. Wir wollen jetzt in diesem Jahr wissen, ob es zum Durchbruch kommt oder nicht; dann wissen wir, woran wir sind.

Was in diesem Jahr auch speziell zu erwähnen ist, ist, dass wir mit den Mercosur-Staaten in Verhandlungen eintreten können, nachdem wir uns jahrelang darum bemüht hatten. Im dritten Anlauf ist es jetzt gelungen. Wir wissen natürlich, dass die Mercosur-Staaten ihrerseits Landwirtschaftsexportländer sind, sodass es mit Sicherheit nicht einfach sein wird, dort Vereinbarungen treffen zu können, die für unsere Branchen überdurchschnittlich vielversprechend sein werden, obschon sie das sein müssen.

Ein Wort zur Beziehung zur Europäischen Union: Ich weiss, dass der ausserpolitische Bericht hierzu in erster Linie Auskunft gibt. Die EU ist mit Abstand der wichtigste Handelspartner. Zwei Drittel unserer Importe kommen aus der Europäischen Union, und mehr als die Hälfte unserer Exporte geht in die Europäische Union. Das wird auch so bleiben. Deshalb ist ein möglichst diskriminierungs- und hindernisfreier Marktzugang wichtig. Wir wollen unser Verhältnis mit der EU weiterhin auf der Basis der bilateralen Verträge ausgestalten. Das Parlament hat sich deshalb bezüglich der Umsetzung des Verfassungsartikels über die Zuwanderung für eine mit dem Freizügigkeitsabkommen mit der EU konforme Lösung ausgesprochen. Nach dem Parlamentsbeschluss im Dezember 2016 konnten wir das Kroatien-Protokoll unterschreiben.

Ich möchte auch nicht verhehlen, dass die Tatsache, dass wir bei Horizon 2020 wieder voll assoziiert sind, nicht nur Zuversicht in die Reihen der Wissenschaft, an unsere Hochschulen gebracht hat, sondern insbesondere auch neues Interesse von Firmen ausgelöst hat, die sich vorstellen können, sich am Standort Schweiz anzusiedeln, am Standort Schweiz mit seinen Möglichkeiten der Innovationspärke, am Standort Schweiz mit liberalem Arbeitsmarkt, am Standort Schweiz mit gelebter Sozialpartnerschaft, am Standort Schweiz mit bestem Bildungssystem, ganz besonders mit dem dualen Berufsbildungssystem.

Zur WTO: Die WTO ist wichtig. Die Schweiz bemüht sich, dauerhaft mitzuhelfen, dass dieser multilaterale Teppich bestehen bleibt. Die plurilateralen Abkommen sind mit der Ansage der USA, dass sie sich aus der Transpazifischen Partnerschaft (TPP) zurückziehen, etwas unter Druck gekommen. Damit ist entsprechend auch der Druck durch die Transatlantische Handels- und Investitionspartnerschaft (TTIP) kleiner geworden. Wir gehen nicht davon aus, dass wir im laufenden Jahr ernsthaft mit der Herausforderung TTIP zwischen den USA und der EU konfrontiert werden. Es geht darum, dass wir uns auf die nächste WTO-Ministerkonferenz in Buenos Aires vorbereiten. Diese wird im Dezember 2017 stattfinden. Dort sind der elektronische Handel, wieder die Landwirtschaftssubventionen, Handelserleichterungen im Dienstleistungsbereich und auch Fischereisubventionen auf der Traktandenliste.

Zu den Freihandelsabkommen ganz generell: Die Philippinen und Georgien sind angesprochen worden, mit Ecuador und Mexiko – das ist ein wichtiger Verhandlungspartner – haben wir die Verhandlungen aufgenommen. Malaysia und Indonesien wurden heute in den Zeitungen abgehandelt; es geht im Wesentlichen um die Palmölfrage, die wir sollten lösen können. Ich bin auch dort einigermassen zuversichtlich, dass wir einen Kompromiss herbeiführen können.

AB 2017 S 89 / BO 2017 E 89

Auf der plurilateralen Ebene sind wir mit 22 weiteren Verhandlungsparteien – darunter die USA und die Eu-



ropäische Union – daran, das Tisa-Abkommen auszuhandeln; ein Prozess, der schon einige Zeit in Anspruch genommen hat und wahrscheinlich noch einige Zeit in Anspruch nehmen wird.

Im Steuerbereich hat sich 2016 auf der internationalen Ebene einiges bewegt. Das Global Forum über Transparenz und Informationsaustausch für Steuerzwecke der OECD beurteilte die Umsetzung des Informationsaustauschs auf Ersuchen durch die Schweiz positiv. Die Schweiz unterstützt die internationalen Bestrebungen für mehr Transparenz und für Informationsaustausch. Die Schweiz beteiligte sich auch an der Erarbeitung der Massnahmen gegen die Gewinnkürzung und gegen die Gewinnverlagerung des OECD-Projektes "Base Erosion and Profit Shifting" (Beps). Diese Massnahmen hätten im Rahmen der Unternehmenssteuerreform III umgesetzt werden sollen. Wenn ich mir hier einen zusätzlichen Satz erlauben darf: Die Unternehmenssteuerreform III ist nicht zustande gekommen. Wir haben eine neue Lösung zu finden, und wir haben diese so rechtzeitig zu finden, dass die mobilen Gesellschaften nicht am Standort Schweiz zu zweifeln beginnen.

Die Nachhaltigkeit ist ein wichtiger Aspekt in allen unseren Bemühungen. Ich bin stolz, sagen zu können, dass in allen Dossiers der Freihandelsverhandlungen, die wir führen, zwischenzeitlich die sozialen Aspekte, die Umweltaspekte und die Menschenrechtsfragen immer auch zum Verhandlungskontext gehören und auch verhandelt werden.

Damit noch einmal ganz kurz ein Ausblick ins Jahr 2017: Wir sind gut aufgestellt, die Ausgangslage ist erfreulich – sie ist auf jeden Fall besser als bei vielen unserer Konkurrenten. Es muss der bilaterale Weg mit der EU sein. Es muss ein Weg gefunden werden mit dem Vereinigten Königreich. Wir haben sofort nach dem Brexit-Entscheid Kontakt aufgenommen. Wir sind mit dem UK in Kontakt, wir wollen eine Nachfolgelösung, und ich habe meinerseits wiederholt und auch schon öffentlich gesagt: Es darf kein Tag der Rechtsunsicherheit entstehen. Wir tun also gut daran, uns auch auf diesen neuen Partner zu konzentrieren. Dann scheinen mir im Rahmen der Efta auch die Mercosur-Verhandlungen zentral zu sein.

So viel meinerseits zum vergangenen Jahr und zu den aktuellen Einschätzungen am Beginn des Jahres 2017.

Vom Bericht wird Kenntnis genommen

Il est pris acte du rapport

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

L'entrée en matière est décidée sans opposition

1. Bundesbeschluss über die Genehmigung des Freihandelsabkommens zwischen den Efta-Staaten und den Philippinen

1. Arrêté fédéral portant approbation de l'accord de libre-échange entre les Etats de l'AELE et les Philippines

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 17.008/1881)

Für Annahme des Entwurfes ... 38 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(3 Enthaltungen)

**2. Bundesbeschluss über die Genehmigung des Handelsabkommens zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Islamischen Republik Iran****2. Arrêté fédéral portant approbation de l'accord de commerce entre la Confédération suisse et la République islamique d'Iran**

Minder Thomas (V, SH): Herr Bundesrat, Sie waren bei der Behandlung dieser Botschaft nicht in der APK. Ich habe daher eine Frage zu diesem geplanten Handelsabkommen mit Iran, welche ich Ihnen gern stellen möchte. Mit diesem Vertrag will man die Handelsbeziehungen mit Iran festigen und fördern. Da die Schweiz aber seit 1980 ein Schutzmachtmandat in Iran hat, in welchem sie die USA vertritt, wäre ich um eine Einschätzung dieses Konflikts dankbar.

Einerseits stehen die USA und Iran, das wissen wir, in einem extrem angespannten Verhältnis – und das ist noch gelinde ausgedrückt. Andererseits möchte die Schweiz gerade mit der neuen amerikanischen Administration vertiefte Handelsbeziehungen aufnehmen; Sie haben ja mit Herrn Trump telefoniert. Nicht nur vertiefte Handelsbeziehungen möchten und sollten wir mit dem Konsumriesen USA aufnehmen, sondern wir sollten auch unsere Aussenpolitik nach der Lex USA, Fatca, dem Banken-Pharma-Knatsch, begleitet von all den Millionen- und Milliardenbussen, endlich wieder auf eine Win-win-Ebene bringen. Unter der Obama-Administration standen wir unter Dauerdruck. Sie erinnern sich, die Lex USA wurde mit Drohgebärden im Eilzugtempo von drei Wochen durch die Räte gejagt.

Ist es nun psychologisch clever, ist der Zeitpunkt clever für dieses Handelsabkommen mit Iran? Da streiten sich zwei Länder wie die USA und Iran seit Jahren, wenn nicht Jahrzehnten, und die Schweiz entschliesst sich, zuerst mit Iran ein besseres Handelsabkommen zu unterzeichnen und zu ratifizieren statt mit dem x-mal wichtigeren und grösseren Partner USA.

Herr Bundesrat, Ihre Einschätzung würde mich interessieren. Haben Sie keine Bedenken, dass dieses Handelsabkommen mit Iran unsere Ausgangslage für ein solches mit den USA gefährden könnte?

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Das ist natürlich eine höchst heikle Frage, die Sie hier stellen. Iran und die Schweiz haben miteinander eine Roadmap vereinbart, gemäss welcher die Handelsbeziehungen evaluiert und letztlich auch aufgebaut werden sollen. In Bezug auf die zeitlichen Massstäbe ist Flexibilität angesagt. Es ist nichts terminlich festgelegt. Iran ist ein – Irrtum vorbehalten – 80- bis 90-Millionen-Markt. Iran ist während der Sanktionen in Rückstand geraten. Grundsätzlich sind die Iraner hoch gebildet und leistungsfähig; Iran ist ein interessanter Partner. Vor diesem Hintergrund muss es auch uns interessieren, dass wir mit Iran ins Geschäft kommen; dies letztlich mit der Zielsetzung, liefern zu können. Die Lieferung wird hier erstellt, und damit wird hier die Wertschöpfung kreiert und werden hier die Arbeitsplätze geschaffen bzw. erhalten.

Unser Schutzmachtmandat ist ein Fakt. Wir haben in Iran hohes Ansehen dank dieser Funktion. Wir nehmen sie im Sinne eines Neutralen wahr. Damit trennen wir diese Thematik so gut wie möglich von den schweizerisch-iranischen Interessen, wenn es um Handel geht.

Sie fragen weiter, ob wir die Kräfte nicht besser auf den wesentlich grösseren US-Markt konzentrieren würden. Das Telefongespräch mit Präsident Trump hat stattgefunden, das ist so. Es hatte aber nicht zum Inhalt, wie wir unser Verhältnis gestalten könnten. Wenn man die Agenda von Herrn Trump zur Kenntnis genommen hat, weiss man, dass in absehbarer Zukunft Abkommen wie das Nafta-Abkommen und ähnliche im Vordergrund stehen werden. Zu irgendeinem Zeitpunkt wird es wieder an uns sein, Diskussionen zu führen, wie wir mit den USA bzw. dem amerikanischen Markt Vereinbarungen erzielen könnten. Gegenüber 2006, als das, was die Landwirtschaftspolitik anbetrifft, das letzte Mal versucht wurde, hat sich hüben wie drüben nicht wirklich etwas geändert. Damit ist die Ausgangslage nicht wesentlich besser als damals.

AB 2017 S 90 / BO 2017 E 90

Es gilt also, das eine zu tun und das andere nicht zu lassen und die verschiedenen Interessen politisch geschickt nebeneinanderzustellen und zusammenzuführen. Das ist unsere Absicht und ist unsere Herausforderung.

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates



Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 17.008/1882)

Für Annahme des Entwurfes ... 40 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(2 Enthaltungen)

3. Bundesbeschluss über die Genehmigung der Ministererklärung über die Ausdehnung des Handels mit Produkten der Informationstechnologie (ITA II) und der Änderungen der Verpflichtungsliste LIX-Schweiz-Liechtenstein im Bereich Informationstechnologiegüter

3. Arrêté fédéral portant approbation de la déclaration ministérielle sur l'expansion du commerce des produits des technologies de l'information (ATI II) et des modifications de la Liste LIX-Suisse-Liechtenstein

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 17.008/1883)

Für Annahme des Entwurfes ... 42 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(0 Enthaltungen)

4. Bundesbeschluss über die Genehmigung zolltarifarischer Massnahmen

4. Arrêté fédéral portant approbation de mesures touchant le tarif des douanes

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Frühjahrssession 2017 • Vierte Sitzung • 06.03.17 • 15h15 • 17.008
Conseil des Etats • Session de printemps 2017 • Quatrième séance • 06.03.17 • 15h15 • 17.008



Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble
(namentlich – nominatif; 17.008/1884)
Für Annahme des Entwurfes ... 42 Stimmen
(Einstimmigkeit)
(0 Enthaltungen)

